



Nations Unies

Rapport de la Commission du désarmement

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-troisième session
Supplément N° 42 (A/53/42)

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-troisième session
Supplément N° 42 (A/53/42)

Rapport de la Commission du désarmement



Nations Unies • New York, 1998

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	1
II. Organisation des travaux de la session de fond de 1998	3–13	2
III. Documentation	14–26	4
A. Documents présentés par le Secrétaire général	14	4
B. Autres documents, y compris les documents présentés par des États Membres	15–26	4
IV. Conclusions et recommandations	27–32	5

Annexes

I. Examen des travaux de la Commission du désarmement conformément à la résolution 52/12 B de l'Assemblée générale : proposition du Président en vue de revitaliser, rationaliser et simplifier les travaux de la Commission du désarmement	12
II. Création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région concernée : document présenté par le Président	13
III. Quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement : document présenté par le Président	18
IV. Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale : document présenté par le Président	20

Chapitre I

Introduction

1. À sa cinquante-deuxième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 52/40 B, du 9 décembre 1997, qui s'intitule «Rapport de la Commission du désarmement» et se lit comme suit :

«L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport de la Commission du désarmement¹,

Rappelant ses résolutions 47/54 A du 9 décembre 1992, 47/54 G du 8 avril 1993, 48/77 A du 16 décembre 1993, 49/77 A du 15 décembre 1994, 50/72 D du 12 décembre 1995 et 51/47 B du 10 décembre 1996,

Considérant le rôle que la Commission du désarmement a été appelée à jouer et la contribution qu'elle devrait apporter en examinant divers problèmes de désarmement, en formulant des recommandations à leur sujet et en concourant à l'application des décisions pertinentes qu'elle-même a adoptées à sa dixième session extraordinaire,

1. *Prend acte* du rapport de la Commission du désarmement¹;

2. *Réaffirme* qu'il importe de renforcer encore le dialogue et la coopération entre la Première Commission, la Commission du désarmement et la Conférence du désarmement;

3. *Réaffirme également* le rôle de la Commission du désarmement en tant qu'organe délibérant spécialisé du mécanisme multilatéral des Nations Unies pour le désarmement, rôle qui permet des délibérations approfondies sur des questions précises de désarmement aboutissant à des recommandations concrètes sur ces questions;

4. *Encourage* la Commission du désarmement à continuer de faire tout son possible pour améliorer ses méthodes de travail de façon à pouvoir axer son attention sur un nombre limité de questions prioritaires dans le domaine du désarmement, compte tenu de la décision qu'elle a prise d'adopter pour son ordre du jour un cycle d'examen échelonné portant sur trois points;

5. *Prie* la Commission du désarmement de poursuivre ses travaux conformément au mandat énoncé au paragraphe 118 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale² et au paragraphe 3 de sa résolution 37/78 H du 9 décembre 1982 et, à cette fin, de faire tout son possible pour formuler des recommandations concrètes sur les questions inscrites à son ordre du jour, en tenant compte du texte adopté quant aux "Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement"³;

6. *Se félicite* que, conformément au cycle d'examen échelonné portant sur trois points qu'elle a adopté, la Commission du désarmement, à sa session d'organisation de 1997, ait adopté les questions suivantes aux fins d'examen à sa session de fond de 1998 :

a) Création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région intéressée;

b) Quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement;

c) Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 1996;

7. *Prie* la Commission du désarmement de se réunir en 1998 pendant quatre semaines au plus et de lui présenter un rapport de fond à sa cinquante-troisième session;

8. *Prie* le Secrétaire général de transmettre à la Commission du désarmement le rapport annuel de la Conférence du désarmement⁴, ainsi que tous les documents officiels de la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale relatifs au désarmement, et de fournir à la Commission toute l'aide dont elle pourra avoir besoin pour appliquer la présente résolution;

9. *Prie également* le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission et de ses organes subsidiaires tous les services requis d'interprétation et de traduction dans les langues officielles et d'allouer, à titre prioritaire, toutes les ressources et tous les moyens, y compris les procès-verbaux de séance, nécessaires à cet effet;

10. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-troisième session la question intitulée 'Rapport de la Commission du désarmement..»

2. La Commission du désarmement s'est réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies et a tenu deux séances, le 2 décembre 1997 et le 27 mars 1998 (voir A/CN.10/PV.217 et 218), pour sa session d'organisation. Pendant cette session, la Commission a examiné les questions relevant de l'organisation des travaux de sa session de fond de 1998 conformément au texte adopté quant aux «Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement» (A/CN.10/137) et compte tenu de la résolution 52/40 B de l'Assemblée générale. La Commission a examiné la question de l'élection de son bureau, compte tenu du principe du roulement de la fonction de président entre les régions géographiques. Elle a examiné l'ordre du jour provisoire de la session de fond de 1998 et décidé de créer un comité plénier et trois groupes de travail pour étudier les trois questions de fond inscrites à son ordre du jour. La Commission a décidé en outre que sa prochaine session de fond se tiendrait du 6 au 28 avril 1998.

Chapitre II

Organisation des travaux de la session de fond de 1998

3. La Commission du désarmement s'est réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 6 au 28 avril 1998. Pendant la session, elle a tenu sept séances plénières (voir A/CN.10/PV.219 à 225) sous la présidence de M. Sergei Martynov (Biélorus); M. Timur Alasaniya, Spécialiste des questions politiques au Service des organes s'occupant du désarmement et de la décolonisation (Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence) a assumé les fonctions de secrétaire par intérim de la Commission.

4. À la session de 1998, le Bureau de la Commission était constitué comme suit :

<i>Président :</i>	M. Sergei Martynov (Biélorus)
<i>Vice-Présidents :</i>	Représentants des États suivants : Afrique du Sud, Algérie, Équateur, Iran (République islamique d'), Irlande, Luxembourg, Pérou et République arabe syrienne
<i>Rapporteur :</i>	M. Vice Skračić (Croatie)

5. À sa 219e séance plénière, le 6 avril 1998, la Commission a adopté son ordre du jour provisoire (A/CN.10/L.42), qui était ainsi libellé :

1. Ouverture de la session.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Organisation des travaux.
4. Création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région concernée.
5. Quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.
6. Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale.
7. Rapport de la Commission du désarmement à la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale.
8. Questions diverses.

6. À la même séance, la Commission a approuvé son programme de travail général pour la session (A/CN.10/1998/CRP.1) et décidé de consacrer quatre séances au débat général.

7. Les 6 et 8 avril, la Commission du désarmement a tenu un débat général sur tous les points de l'ordre du jour (voir A/CN.10/PV.219 à 222). Les représentants des pays ci-après ont fait des déclarations au cours du débat général : Afrique du Sud, Algérie, Argentine, Bangladesh, Bélarus, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Égypte, Équateur, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Mexique, Mongolie, Ouzbékistan, Pakistan, Pérou, Philippines, République arabe syrienne, République de Corée, République populaire démocrate de Corée, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (au nom de l'Union européenne), Ukraine, Uruguay et Viet-Nam. Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique a également fait une déclaration.

8. Conformément à la résolution 52/12 B de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1997, le Comité plénier a consacré une séance à l'examen des travaux de la Commission du désarmement afin de les revitaliser, de les rationaliser et de les simplifier. La question a été étudiée plus avant au cours des consultations à participation non limitée tenues par le Président.

9. Conformément aux décisions prises à sa session d'organisation, la Commission du désarmement a chargé le Groupe de travail I d'examiner le point 4 de l'ordre du jour, intitulé «Création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région concernée». Ce Groupe s'est réuni sous la présidence de M. Miguel Aguirre de Cárcer (Espagne) et a tenu 12 séances entre le 9 et le 24 avril.

10. La Commission a chargé le Groupe de travail II d'examiner le point 5 de l'ordre du jour, intitulé «Quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement». Ce Groupe s'est réuni sous la présidence de M. Sudjadnan Parnohadiningrat (Indonésie) et a tenu 15 séances entre le 9 et le 24 avril.

11. La Commission a chargé le Groupe de travail III d'examiner le point 6 de l'ordre du jour, intitulé «Directives sur la maîtrise/la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de

l'Assemblée générale». Ce Groupe s'est réuni sous la présidence de M. Matia Mulumba Semakula Kiwanuka (Ouganda) et a tenu 10 séances entre le 9 et le 24 avril.

12. À sa 224^e séance plénière, le 28 avril, la Commission du désarmement a examiné les rapports du Comité plénier et des Groupes de travail I, II et III sur les points 4, 5 et 6 de l'ordre du jour, respectivement. Les rapports des organes subsidiaires de la Commission et les conclusions et recommandations qui y figurent sont reproduits à la section IV du présent rapport.

13. Conformément à la pratique suivie à la Commission du désarmement, certaines organisations non gouvernementales ont assisté aux séances plénières.

Chapitre III

Documentation

A. Documents présentés par le Secrétaire général

14. Conformément au paragraphe 8 de la résolution 52/40 B, le Secrétaire général, par une note datée du 11 février 1998, a transmis à la Commission du désarmement le rapport annuel de la Conférence du désarmement⁴ ainsi que tous les documents officiels de la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale relatifs au désarmement (A/CN.10/197).

B. Autres documents, y compris les documents présentés par des États Membres

15. Pendant les travaux de la Commission, les documents indiqués ci-dessous ont été présentés sur des questions de fond.

16. Deux documents de travail intitulés «Création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région concernée» ont été présentés par le Président du Groupe de travail I (A/CN.10/1998/WG.I/WP.1 et A/CN.10/1998/WG.I/WP.1/Rev.1).

17. Un document de travail intitulé «Création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région concernée» a été présenté par l'Inde (A/CN.10/1998/WG.I/WP.2).

18. Un document de travail intitulé «Création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région concernée» a été présenté par le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan (A/CN.10/1998/WG.I/WP.3).

19. Un document de travail intitulé «Création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région concernée : création d'un espace exempt d'armes nucléaires en Europe centrale et orientale» a été présenté par le Bélarus (A/CN.10/1998/WG.I/WP.4).

20. Un document de travail intitulé «Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale» a été présenté par l'Afrique du Sud (A/CN.10/1998/WG.III/WP.1).

-
21. Un document de travail intitulé «Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale» a été présenté par le Canada (A/CN.10/1998/WG.III/WP.2).
22. Un document de travail intitulé «Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale» a été présenté par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au nom de l'Union européenne (A/CN.10/1998/WG.III/WP.3).
23. Un document de travail intitulé «Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale» a été présenté par l'Afrique du Sud (A/CN.10/1998/WG.III/WP.4).
24. Un document de travail intitulé «Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale» a été présenté par le Niger (A/CN.10/1998/WG.III/WP.5).
25. Un document de travail intitulé «Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale» a été présenté par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au nom de l'Union européenne (A/CN.10/1998/WG.III/WP.6).
26. Un certain nombre d'autres documents de travail officieux traitant de questions de fond ont également été présentés par des États Membres aux groupes de travail et sont mentionnés dans les rapports correspondants.

Chapitre IV

Conclusions et recommandations

27. À sa 224e séance plénière, le 28 avril, la Commission du désarmement a adopté par consensus les rapports de ses organes subsidiaires et les conclusions et recommandations qui y étaient contenues concernant les points 4, 5 et 6 de l'ordre du jour. La Commission a décidé de présenter le texte de ces rapports, qui sont reproduits ci-après, à l'Assemblée générale.
28. À la même séance, la Commission a adopté, dans son ensemble, le rapport qu'elle présentera à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session.
29. On trouvera ci-après le texte du rapport du Comité plénier :

«Rapport du Comité plénier

1. Conformément à la résolution 52/12 B de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1997, le Comité plénier a procédé à un examen des travaux de la Commission du désarmement afin de les revitaliser, de les rationaliser et de les simplifier.

-
2. À partir des vues exposées par les délégations à la réunion tenue le 14 avril par le Comité plénier, ainsi que lors des consultations intensives tenues par le Président, le Président de la Commission du désarmement a présenté une proposition officielle où il exposait ce qu'il voyait comme domaines d'accord possible (annexe I).
3. Il a été constaté qu'il fallait continuer l'étude de cette question et que la proposition du Président pouvait à cet égard servir de base pour la suite des consultations, entre États Membres en vue de présenter des recommandations conformément à la résolution 52/12 B de l'Assemblée générale.»
30. On trouvera ci-après le texte du rapport du Groupe de travail I sur le point 4 de l'ordre du jour :

«Rapport du Groupe de travail I sur le point 4 de l'ordre du jour

1. À sa 217^e séance, le 2 décembre 1997, la Commission du désarmement a approuvé l'ordre du jour provisoire de sa session de fond de 1998. Elle a également décidé de renvoyer au Groupe de travail I l'examen du point 4 de l'ordre du jour, intitulé "Création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région concernée", conformément à la résolution 52/40 B de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1997.
2. Pour mener à bien ses travaux, le Groupe de travail I était saisi des documents suivants :
- a) Document de travail présenté par la Mongolie (A/CN.10/195);
 - b) Document de travail présenté par le Canada (A/CN.10/1997/WG.I/WP.1);
 - c) Document de travail présenté par le Japon (A/CN.10/1997/WG.I/WP.2);
 - d) Document de travail présenté par l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Nouvelle-Zélande et l'Uruguay (A/CN.10/1997/WG.I/WP.3);
 - e) Document de travail présenté par l'Afrique du Sud (A/CN.10/1997/WG.I/WP.4);
 - f) Document de travail présenté par les États-Unis d'Amérique (A/CN.10/1997/WG.I/WP.5);
 - g) Document de travail présenté par les Pays-Bas au nom de l'Union européenne (A/CN.10/1997/WG.I/WP.6);
 - h) Document de travail présenté par l'Algérie, l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Comores, Djibouti, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Iraq, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, la Mauritanie, Oman, le Qatar, la Somalie, le Soudan, la Tunisie et le Yémen (A/CN.10/1997/WG.I/WP.7);
 - i) Document de travail présenté par Israël (A/CN.10/1997/WG.I/WP.8);
 - j) Document de travail présenté par le Bélarus (A/CN.10/1997/WG.I/WP.9);
 - k) Document de travail présenté par le Liban et la République arabe syrienne (A/CN.10/1997/WG.I/WP.10);
 - l) Document de travail présenté par la Chine (A/CN.10/1997/WG.I/WP.11);
 - m) Document de travail présenté par le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan (A/CN.10/1997/WG.I/WP.12);

-
- n) Documents de travail présentés par le Président du Groupe de travail I (A/CN.10/1998/WG.I/WP.1) et (A/CN.10/1998/WG.I/WP.1/Rev.1);
 - o) Document de travail présenté par l'Inde (A/CN.10/1998/WG.I/WP.2);
 - p) Document de travail présenté par le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan (A/CN.10/1998/WG.I/WP.3);
 - q) Document de travail présenté par le Bélarus (A/CN.10/1998/WG.I/WP.4).
3. Sous la présidence de M. Miguel Aguirre de Cárcer (Espagne), le Groupe de travail a tenu 12 séances entre le 9 et le 24 avril 1998. Le Président a en outre tenu un certain nombre de consultations officieuses. M. Timur Alasaniya et M. Sergei Cherniavsky du Service des organes de désarmement et de décolonisation (Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence) ont fait office de secrétaire et de secrétaire adjoint du Groupe de travail respectivement.
4. À la première séance du Groupe de travail, le Président a présenté son premier document de travail (A/CN.10/1998/WG.I/WP.1) dans lequel les documents de travail de l'année écoulée et d'autres documents ont été pris en considération et qui a servi de base à des débats structurés.
5. Les examens et débats du Groupe de travail ont également été facilités par les documents présentés par les délégations dont il est fait état au paragraphe 2 ci-dessus, aux sessions de la Commission de l'année écoulée et de cette année.
6. Le Groupe de travail, sur la proposition du Président, a consacré les quatre premières séances au débat général et aux observations concernant l'ensemble du document présenté par le Président ainsi qu'aux observations concernant d'autres documents de travail.
7. Tous les documents de travail présentés par les délégations et le Président seront transmis, avec le présent rapport, à la Commission du désarmement à sa session de fond de 1999, afin de permettre aux États Membres d'étudier plus avant les idées qui y figurent, préparant ainsi le terrain à des examens approfondis, notamment sur la portée des travaux, lors de la session de la Commission du désarmement qui aura lieu l'année prochaine.
8. Au cours des trois séances suivantes du Groupe de travail, les débats ont porté sur des éléments particuliers figurant dans le document de travail du Président et sur des propositions faites par écrit ou oralement par les délégations. Le Groupe de travail a demandé au Président d'établir une synthèse de ces propositions, qui serait présentée aux délégations en vue d'un examen approfondi à la prochaine session de la Commission. Le Groupe de travail devrait rester saisi de l'ensemble des vues et propositions des délégations.
9. Suite à une analyse de ces débats et examens, le Président a présenté, le 17 avril, deux documents officieux contenant une liste non exhaustive de points appelant un examen plus poussé et des séries de questions découlant des observations que les délégations ont faites sur le document de travail du Président. Au cours des séances ultérieures, le Groupe de travail a examiné les vues exprimées et les propositions faites aux séances précédentes. Ces questions devraient peut-être faire l'objet d'un examen plus poussé à la session de la Commission du désarmement qui se tiendra l'année prochaine.
10. À la 11e séance, pour faciliter davantage ces examens et compte tenu du débat général et des observations faites par les délégations à la présente session, le Président a présenté, sur sa propre initiative et sans préjudice des positions de toute délégation,

une version révisée de son document de travail (A/CN.10/1998/WG.I/WP.1/Rev.1), jointe en annexe au présent rapport (annexe II). Tous les documents de travail, y compris ceux présentés par le Président, pourraient contribuer aux débats sur les questions l'année prochaine.

11. À sa 12^e séance, le 24 avril, le Groupe de travail a examiné et adopté par consensus son rapport sur la question intitulée "Création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région concernée".»

31. On trouvera ci-après le texte du rapport du Groupe de travail II sur le point 5 de l'ordre du jour :

«Rapport du Groupe de travail II sur le point 5 de l'ordre du jour

1. À sa séance d'organisation, tenue le 2 décembre 1997, la Commission du désarmement a décidé de créer le Groupe de travail II afin de continuer à examiner le point 5 de l'ordre du jour intitulé «Quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement», en application d'un projet de résolution approuvé par la Première Commission puis adopté par l'Assemblée générale en tant que résolution 52/38 F le 9 décembre 1997.

2. À cette fin, le Groupe de travail était saisi des documents suivants :

a) Document de travail soumis par les États-Unis d'Amérique (A/CN.10/1996/WG.II/WP.1);

b) Document de travail soumis par l'Italie, au nom de l'Union européenne (A/CN.10/1996/WG.II/WP.2);

c) Document de travail soumis par l'Indonésie, au nom des États Membres qui sont membres du Mouvement des pays non alignés et autres États (A/CN.10/1996/WG.II/WP.3);

d) Document de travail soumis par l'Italie, au nom de l'Union européenne (A/CN.10/1996/WG.II/WP.4);

e) Document de travail soumis par la Nouvelle-Zélande (A/CN.10/1996/WG.II/WP.5);

f) Document de travail soumis par le Président (A/CN.10/WG.II/WP.6);

g) Document de travail soumis par l'Indonésie, au nom des États Membres qui sont membres du Mouvement des pays non alignés et autres États (A/CN.10/1997/WG.II/WP.1);

h) Document de travail soumis par les États-Unis d'Amérique (A/CN.10/1997/WG.II/WP.2);

i) Document de travail soumis par le Canada (A/CN.10/1997/WG.II/WP.3);

j) Document de travail soumis par la Chine (A/CN.10/1997/WG.II/WP.4);

k) Document de travail soumis par les Pays-Bas, au nom de l'Union européenne (A/CN.10/1997/WG.II/WP.5).

3. Le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de M. Sudjadnan Parnohadinigrat (Indonésie) et a tenu 14 séances entre les 9 et 24 avril 1998. M. Mohammad Sattar, du Service des réunions et des conférences sur le désarmement et la décolonisa-

tion du Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence, et Mme Carolyn Cooper, du Département des affaires de désarmement, ont fait respectivement office de conseiller principal et de secrétaire du Groupe de travail. Le Président du Groupe de travail a également organisé des consultations officieuses durant la session.

4. À la 1re séance du Groupe de travail, le 9 avril, son président a fait un exposé de fond liminaire. Le Groupe de travail a organisé un débat général sur la question et décidé que le document présenté par le Président du Groupe de travail II de la session de fond de 1997 de la Commission du désarmement, qui figurait en annexe au rapport de la Commission du désarmement à l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session, servirait de base pour l'examen de la question à la session de 1998 de la Commission.

5. Du 9 au 22 avril, le Groupe de travail a tenu un débat de fond sur le document soumis par le Président du Groupe de travail II de la session de fond de 1997 de la Commission du désarmement, mentionné au paragraphe 4, et sur la version révisée de ce document, dans laquelle le Président faisait la synthèse des suggestions de diverses délégations.

6. Après un examen approfondi de ces documents encore officieux, le 22 avril, le Président a présenté un nouveau document.

7. À la 14e séance, le 24 avril, le Groupe de travail a conclu qu'il ne lui avait pas été possible de parvenir à un consensus sur les objectifs et l'ordre du jour de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, que renfermait le document du Président. Ce document représente une tentative sérieuse et constructive pour rapprocher des positions divergentes sur les objectifs et l'ordre du jour de la quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement, et donc pour parvenir à un consensus. Le Groupe de travail a remercié le Président pour le travail qu'il avait accompli durant les sessions de 1997 et de 1998 de la Commission du désarmement dans l'espoir de parvenir à un consensus. Le document du Président est annexé au présent rapport, pour examen éventuel par l'Assemblée générale quand elle étudiera la question de la quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement conformément aux dispositions de sa résolution 52/38 F, sans préjudice des positions des États Membres et de leur droit d'avancer des propositions supplémentaires à ce sujet (annexe III).

8. À la même séance, le Groupe de travail a adopté par consensus son rapport sur le point de l'ordre du jour intitulé "Quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement".»

32. On trouvera ci-après le texte du rapport du Groupe de travail III sur le point 6 de l'ordre du jour :

«Rapport du Groupe de travail III sur le point 6 de l'ordre du jour

1. À la 217^e séance, le 2 décembre 1997, la Commission du désarmement a approuvé l'ordre du jour provisoire de sa session de fond de 1998 (A/CN.10/L.42). En application de la résolution 52/40 B de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1997, elle a décidé de renvoyer l'examen du point 6 intitulé "Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale" à son groupe de travail III.
2. Le Groupe de travail III était, pour cet examen, saisi des documents suivants :
 - a) Document de 1997 du Président;
 - b) Document de travail présenté par l'Allemagne et d'autres auteurs de la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale (A/CN.10/194);
 - c) Document de travail présenté par l'Afrique du Sud (A/CN.10/196);
 - d) Document de travail présenté par le Canada (A/CN.10/1997/WG.III/WP.1);
 - e) Document de travail présenté par le Pakistan (A/CN.10/1997/WG.III/WP.2);
 - f) Document de travail présenté par le Canada (A/CN.10/1997/WG.III/WP.3);
 - g) Document de travail présenté par les États-Unis d'Amérique (A/CN.10/1997/WG.III/WP.4);
 - h) Document de travail présenté par la Chine (A/CN.10/1997/WG.III/WP.5);
 - i) Document de travail présenté par l'Afrique du Sud (A/CN.10/1998/WG.III/WP.1);
 - j) Document de travail présenté par le Canada (A/CN.10/1998/WG.III/WP.2);
 - k) Document de travail présenté par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au nom de l'Union européenne (A/CN.10/1998/WG.III/WP.3);
 - l) Document de travail présenté par l'Afrique du Sud (A/CN.10/1998/WG.III/WP.4);
 - m) Document de travail présenté par le Niger (A/CN.10/1998/WG.III/WP.5);
 - n) Document de travail présenté par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au nom de l'Union européenne (A/CN.10/1998/WG.III/WP.6).
3. Plusieurs délégations ont exposé au Groupe de travail la position de leur pays (Bénin, Namibie, Niger et Ouganda) au sujet des questions que le Groupe examine, en mettant spécialement l'accent sur la consolidation de la paix après les conflits. Ces interventions ont enrichi les délibérations du Groupe de travail.
4. À la demande du Groupe de travail, le Secrétariat a établi une documentation de référence portant sur certains aspects de l'expérience acquise par l'Organisation des Nations Unies dans l'application des mesures concrètes de désarmement après un conflit, dans l'optique de la consolidation de la paix, en particulier dans le domaine du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion des anciens combattants.
5. Le Groupe de travail s'est réuni sous la présidence de M. Matia Mulumba Semakula Kiwanuka, représentant de l'Ouganda; il a tenu 11 séances entre le 9 et le 24 avril 1998. Le Président a également organisé des consultations officielles.

M. Michael F. Cassandra, du Département des affaires de désarmement, a fait office de secrétaire du Groupe de travail.

6. À sa 1^{re} séance, le 9 avril, le Groupe de travail a convenu d'utiliser comme base de son travail, sans préjudice des positions des délégations, le document du 9 mai 1997 du Président, intitulé "Portée et cadre suggérés pour les directives futures, telles que proposées dans le titre du Groupe de travail", qui figure à l'annexe III du rapport de la Commission du désarmement sur les travaux de sa session de 1997¹.

7. Le Groupe de travail a consacré six séances à un examen, partie par partie, du document de 1997 du Président. Le Groupe de travail a décidé de concentrer sa réflexion, durant la session, sur la partie IV, intitulée "Mesures concrètes de désarmement" et sur la partie V, intitulée "Autres mesures de maîtrise et de limitation des armes classiques et de désarmement"; on a toutefois fait observer qu'il fallait envisager le document dans sa totalité et rappelé l'importance de la partie III, "Principes". Le Groupe de travail a donc brièvement examiné les parties I à III. On a fait observer que certains des éléments qui s'y trouvent appelaient une réflexion plus approfondie.

8. À la 7^e séance, le 20 avril, le Président a soumis au Groupe de travail un document officiel plus étoffé sur la partie IV, "Mesures concrètes de désarmement". Le Groupe de travail l'a examiné et le Président a alors révisé ce document, qui n'a pu être entièrement examiné faute de temps.

9. À la 11^e séance, le 24 avril, le Président a présenté au Groupe de travail un document comportant la partie V : "Autres mesures de maîtrise et de limitation des armes classiques et de désarmement". Le Groupe de travail n'a pas eu assez de temps pour examiner la proposition du Président relative à la partie V.

10. À la 11^e et dernière séance, le 24 avril, le Président a présenté au titre de ses pouvoirs discrétionnaires et sans préjudice de la position de telle ou telle délégation, une version révisée de son document officiel, que l'on trouvera en annexe au présent rapport (annexe IV).

11. À la même séance, le Groupe de travail a examiné le présent rapport et l'a adopté par consensus.»

Notes

¹ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 42* (A/52/42).

² Résolution S-10/2.

³ A/CN.10/137.

⁴ *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 27* (A/52/27).

Annexe I

Examen des travaux de la Commission du désarmement conformément à la résolution 52/12 B de l'Assemblée générale

Proposition du Président en vue de revitaliser, rationaliser et simplifier les travaux de la Commission du désarmement

1. La Commission du désarmement continue à jouer dans le mécanisme pour le désarmement un rôle unique, du fait qu'elle est le seul organe de composition universelle délibérant en profondeur sur les problèmes de désarmement.
2. À partir de la session de fond de 1999, l'ordre du jour de la Commission du désarmement devrait normalement comporter deux questions de fond par an, dont une portant sur les questions de désarmement nucléaire. Il est exclu que les organes subsidiaires se réunissent parallèlement à la Commission. On maintiendrait la possibilité d'examiner une troisième question si l'on s'accordait par consensus pour l'adopter et que l'ordre du jour n'en soit pas déséquilibré.
3. La durée des sessions de fond annuelles de la Commission du désarmement serait de trois semaines.
4. Les questions de fond inscrites à l'ordre du jour de la Commission du désarmement seraient examinées pendant trois ans. On pourrait décider par consensus, cas par cas, de consacrer une durée différente à l'examen d'une question, compte tenu de son caractère plus ou moins spécifique.
5. Les groupes régionaux sont engagés à faire en sorte que les présidents des organes subsidiaires puissent être élus rapidement, de préférence en automne, à la session d'organisation de la Commission, de manière à pouvoir tenir des consultations intersessions sur leurs sujets respectifs. Il est souhaitable d'assurer la continuité de la présidence des organes subsidiaires pour toute la durée de l'examen d'une question de fond.
6. On pourra poursuivre l'optimisation des méthodes de la Commission du désarmement, selon les circonstances, par un processus continu basé sur le consensus, notamment à l'occasion de l'examen du Mécanisme des Nations Unies pour le désarmement.
7. L'idée s'est fait jour qu'une judicieuse complémentarité entre l'action de la Première Commission de l'Assemblée générale, celle de la Conférence du désarmement et celle de la Commission du désarmement pourrait être un atout pour chacune de ces instances.

Annexe II

Création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région concernée

Document présenté par le Président

A. Aperçu général

1. Les faits nouveaux récemment intervenus dans les relations internationales et, en particulier, dans les domaines du désarmement et de la non-prolifération, ont contribué à un redoublement d'efforts en vue de la création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région concernée et à une plus grande prise de conscience de l'importance qu'ils revêtent pour promouvoir un environnement stratégique plus stable.
2. Les zones exemptes d'armes nucléaires ont cessé de faire figure d'exception dans l'environnement stratégique mondial. À l'heure actuelle, on compte 114 États signataires de traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires. Si l'on y ajoute l'Antarctique, démilitarisé en vertu du Traité de l'Antarctique, ces zones couvrent maintenant plus de 50 % des terres émergées.
3. Le nombre d'initiatives prises pour créer de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires montrent bien l'importance qu'elles revêtent dans le cadre des efforts que déploie actuellement la communauté internationale dans le domaine du désarmement, de la maîtrise des armements et de la non-prolifération.
4. La question des zones exemptes d'armes nucléaires retient l'attention de la communauté internationale depuis plusieurs décennies. En 1975, un Groupe spécial d'experts gouvernementaux pour l'étude de la question des zones exemptes d'armes nucléaires réuni sous les auspices de la Conférence du Comité de désarmement a établi une étude complète de la question des zones exemptes d'armes nucléaires sous tous ses aspects (A/10027/Add.1).
5. Dans le Document final de sa dixième session extraordinaire, l'Assemblée générale a affirmé que la création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'accords ou d'arrangements librement convenus entre les États de la région intéressée et l'observation scrupuleuse de ces accords ou arrangements, ce qui assurerait que ces zones sont véritablement exemptes d'armes nucléaires, ainsi que le respect de ces zones par les États dotés d'armes nucléaires constituent une importante mesure de désarmement.
6. En 1993, la Commission du désarmement a adopté à l'unanimité des «Directives et recommandations concernant des approches régionales du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale» qui portaient notamment sur l'examen quant au fond de la question des zones exemptes d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive.
7. De nombreuses résolutions ont été régulièrement adoptées par l'Assemblée générale concernant la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans différentes régions du monde, ce qui témoigne de l'intérêt que la communauté internationale ne cesse de manifester pour la création de telles zones.
8. Les zones exemptes d'armes nucléaires existantes ont joué un rôle important dans le renforcement du régime international de non-prolifération nucléaire et contribué sensiblement à la réalisation de l'objectif qu'est le désarmement nucléaire.

-
9. Le Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco) a été ouvert à la signature le 14 février 1967, créant ainsi pour la première fois dans l'histoire une zone exempte d'armes nucléaires, et servant de modèle pour la promotion d'autres zones exemptes d'armes nucléaires.
 10. Le Traité sur la zone dénucléarisée du Pacifique Sud (Traité de Rarotonga) a été ouvert à la signature par les États du Forum du Pacifique Sud le 6 août 1985.
 11. Le Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est (Traité de Bangkok) a été ouvert à la signature le 15 décembre 1995 dans le cadre d'une zone de paix, de liberté et de neutralité en Asie du Sud-Est.
 12. Le Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba) a été ouvert à la signature le 11 avril 1996.
 13. Tous les États dotés de l'arme nucléaire ont signé les protocoles se rapportant aux Traités de Tlatelolco, de Rarotonga et de Pelindaba. Des consultations sont en cours entre les États dotés de l'arme nucléaire et les pays de l'Asie du Sud-Est en ce qui concerne le Protocole se rapportant au Traité de Bangkok.
 14. L'objet du présent examen de la question des zones exemptes d'armes nucléaires est de contribuer aux activités menées à l'échelle mondiale, en particulier dans le cadre de la création et à la mise en place effective de zones exemptes d'armes nucléaires, en vue de réaliser l'objectif final qu'est l'élimination des armes nucléaires.
 15. Chaque zone exempte d'armes nucléaires est le produit de situations régionales spécifiques et en traduit la diversité. En outre, la création de zones exemptes d'armes nucléaires est un processus dynamique. L'expérience des zones existantes montre clairement qu'il ne s'agit pas de structures statiques.
 16. Les buts et objectifs, principes et directives qui suivent doivent être considérés uniquement comme des éléments généralement acceptés à ce stade du développement des zones exemptes d'armes nucléaires; ils ont été formulés sur la base des pratiques et expériences existantes.

B. Buts et objectifs

17. La création de zones exemptes d'armes nucléaires répond à des objectifs multiples. L'importance de la contribution que les zones exemptes d'armes nucléaires apportent à la consolidation du régime international de non-prolifération ainsi qu'à la paix et la sécurité, aussi bien régionales que mondiales, a été universellement reconnue.
18. Les zones exemptes d'armes nucléaires contribuent au renforcement de la sécurité des États des zones en question.
19. Les zones exemptes d'armes nucléaires constituent d'importantes mesures de désarmement dont la principale raison d'être est de renforcer la paix et de la sécurité régionales et, par extension, la paix et la sécurité internationales. Elles sont également considérées comme d'importantes mesures de confiance à l'échelle régionale.
20. Les zones exemptes d'armes nucléaires ont sensiblement contribué au désarmement nucléaire et, d'une façon plus générale, au désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace.
21. Les zones exemptes d'armes nucléaires peuvent également représenter un moyen d'exprimer et de promouvoir des valeurs universelles dans les domaines du désarmement nucléaire, de la maîtrise des armements et de la non-prolifération.

22. Les zones exemptes d'armes nucléaires peuvent être un instrument essentiel de promotion de la non-prolifération des armes nucléaires et de renforcement du régime de non-prolifération nucléaire.

23. Pour les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, les traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires sont d'importants instruments complémentaires au Traité, qui reconnaît explicitement, en son article VII, le droit d'un groupe quelconque d'États de conclure des traités régionaux de façon à assurer l'absence totale d'armes nucléaires sur leurs territoires respectifs. Dans la décision qu'ils ont adoptée sur les principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires en 1995, les États parties au Traité de non-prolifération ont réaffirmé leur conviction que la création de zones exemptes d'armes nucléaires internationalement reconnues, sur la base d'arrangements librement négociés entre les États de la région considérée, renforce la paix et la sécurité mondiales et régionales.

24. Les zones exemptes d'armes nucléaires contribuent sensiblement à renforcer et préciser dans le domaine de la non-prolifération nucléaire, les obligations des États parties au Traité de non-prolifération non dotés d'armes nucléaires, à savoir celle de d'abstenir d'acquérir de telles armes et celle d'exploiter et d'utiliser l'énergie nucléaire uniquement à des fins pacifiques dans le cadre des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

25. Les zones exemptes d'armes nucléaires peuvent utilement compléter le régime international d'interdiction des explosions expérimentales d'armes nucléaires ou autres explosions nucléaires.

26. En signant les protocoles se rapportant aux traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires, les États dotés de l'arme nucléaire prennent l'engagement juridiquement contraignant de ne pas utiliser ni menacer d'utiliser des armes nucléaires contre des États parties à une zone exempte d'armes nucléaires.

27. Les zones exemptes d'armes nucléaires existantes constituent un exemple pour la création de nouvelles zones de ce type. Les zones précédentes ont contribué à fournir un appui et des compétences aux États engagés dans un processus de création de zones de ce type dans d'autres régions.

28. Les zones exemptes d'armes nucléaires peuvent servir de cadre à la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire dans la région concernée favorisant ainsi le développement économique, scientifique et technologique des États parties.

29. Elles peuvent également servir à promouvoir la coopération internationale visant à mettre les régions concernées à l'abri de la pollution de l'environnement par des déchets radioactifs et autres matières radioactives.

C. Principes et directives

30. Les zones exemptes d'armes nucléaires devraient être créées sur la base d'arrangements librement conclus entre États de la région concernée.

31. L'initiative de créer une zone exempte d'armes nucléaires devrait revenir aux seuls États de la région concernée. La communauté internationale, par l'intermédiaire de l'ONU en particulier, pourrait aider les États de la région concernée dans leurs efforts visant à créer une zone exempte d'armes nucléaires.

-
32. Tous les États dont la participation est jugée importante devraient participer aux négociations concernant la création de la zone.
33. Pour la création de telles zones, toutes les caractéristiques propres à la région concernée devraient être prises en compte.
34. La création d'une zone exempte d'armes nucléaires doit être compatible avec les arrangements de sécurité régionaux ou internationaux en vigueur et ne pas porter atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, garantie par la Charte des Nations Unies.
35. Une zone exempte d'armes nucléaires doit être conforme aux instruments internationaux en vigueur en matière de non-prolifération et de désarmement nucléaires.
36. Les obligations de tous les États parties à une zone exempte d'armes nucléaires devraient être clairement définies et juridiquement contraignantes et les États parties devraient s'y conformer entièrement.
37. Les dispositions régissant une zone exempte d'armes nucléaires devraient être conformes aux principes et règles du droit international, notamment ceux inscrits dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en particulier la liberté de la haute mer et le droit de passage à travers des zones ou espaces maritimes.
38. Les accords portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires devraient prévoir l'interdiction effective, à quelque fin que ce soit, de la mise au point, de la maîtrise ou de la possession par les États parties de dispositifs nucléaires explosifs et disposer que les États parties ne permettront pas l'installation dans la zone en question d'un engin explosif nucléaire quelconque.
39. Les accords portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires devraient prévoir une vérification efficace du respect des obligations contractées par les États parties, notamment par l'application de garanties généralisées de l'AIEA (fondées sur le document INFCIRC/153 de l'AIEA et renforcées par le document INFCIRC/540) à toutes les activités menées dans la zone.
40. Une zone exempte d'armes nucléaires devrait constituer une entité géographique clairement délimitée. Son étendue devrait tenir compte d'éventuels contentieux territoriaux entre les États parties au traité portant création de la zone et les États voisins.
41. La création d'une zone exempte d'armes nucléaires devrait bénéficier de l'appui de tous les pays concernés et les États n'appartenant pas à la région devraient respecter le statut de la zone. La coopération de tous les États dotés d'armes nucléaires ainsi que leur soutien et leur respect des protocoles pertinents sont indispensables pour assurer le maximum d'efficacité aux accords portant création de zones exemptes d'armes nucléaires et aux protocoles s'y rapportant.
42. Les États dotés d'armes nucléaires sont appelés, de leur côté, à contracter des obligations envers les zones exemptes d'armes nucléaires, notamment à respecter strictement le statut de ces zones et par la signature de protocoles, à prendre l'engagement juridiquement contraignant de ne pas utiliser ou menacer d'utiliser des armes nucléaires contre les parties à une zone exempte d'armes nucléaires.
43. Une zone exempte d'armes nucléaires devrait favoriser, dans la zone, la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, et, ce faisant, le développement socioéconomique, scientifique et technologique des États parties.

D. Perspectives

44. Tous les instruments portant création de zones exemptes d'armes nucléaires devraient entrer en vigueur le plus tôt possible et le processus de signature et de ratification, par tous les États concernés, des traités et des protocoles s'y rapportant devrait être mené à bien.

45. La création de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires dans différentes régions du monde, en particulier les régions connaissant des tensions, renforcerait considérablement la paix et la sécurité internationales dans toutes les régions et à l'échelle internationale. La communauté internationale peut encourager les efforts visant à susciter un appui unanime de la part des États concernés.

46. Il convient de renforcer activement la coopération et la coordination entre États parties et États signataires de traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires afin de promouvoir la réalisation de leurs objectifs communs. Les membres de zones exemptes d'armes nucléaires pourraient également oeuvrer de concert pour échanger des données d'expérience et aider les États d'autres régions à créer de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires.

47. Les États parties et États signataires de traités portant création de zones exemptes d'armes nucléaires estiment qu'il existe de nombreuses possibilités de renforcer les liens politiques entre ces zones de manière à progresser dans la voie de l'élimination des armes nucléaires dans l'ensemble de l'hémisphère Sud et dans les zones adjacentes couvertes par ces traités.

48. La communauté internationale envisagera peut-être de nouvelles initiatives, propositions et débats concernant les zones exemptes d'armes nucléaires et elle devrait participer plus activement à l'examen de tous les aspects de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires composée d'un seul État.

Annexe III

Quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement

Document présenté par le Président

Rappelant que l'Assemblée générale a décidé à sa cinquante-deuxième session, dans sa résolution 52/38 F, qu'elle a adoptée sans l'avoir mise aux voix, de convoquer sa quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement, sous réserve de la réalisation d'un consensus sur ses objectifs et son ordre du jour, et, compte tenu des résultats des débats de la session de fond de 1998 de la Commission du désarmement, de fixer la date exacte de la convocation de la session extraordinaire et de décider des questions d'organisation s'y rapportant,

Considérant que l'Assemblée générale devrait examiner à sa quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement les faits nouveaux survenus dans le domaine du désarmement et de la sécurité internationale depuis la première session extraordinaire consacrée au désarmement, tenant compte du Document final adopté lors de ladite session, et faisant valoir les principes et les priorités qui y sont énoncés afin de guider les travaux que l'Organisation des Nations Unies et ses États Membres consacrent au désarmement et à la sécurité internationale,

Soulignant qu'en vertu de la Charte des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies a un rôle essentiel à jouer dans le domaine du désarmement, pour lequel elle assume la responsabilité principale, et que ce rôle, de même que le mécanisme pour le désarmement qu'elle a créé à sa dixième session extraordinaire, devraient être encore renforcés,

Se félicitant de l'avancée en ce sens que représente le rétablissement du Département du désarmement mentionné dans la résolution 52/220 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1997,

Désireuse de faire en sorte que la quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement soit l'occasion d'un débat et d'un examen d'ensemble détaillés de tous les problèmes relevant du désarmement et de la sécurité internationale, ainsi que d'un bilan de ces problèmes, notamment de ceux qui ont trait aux armes nucléaires et aux autres armes de destruction massive, aux armes classiques, à la non prolifération sous tous ses aspects et au mécanisme pour le désarmement.

La Commission du désarmement a dégagé à sa session de fond de 1998 les points suivants :

a) La quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement devrait avoir notamment pour objectifs de :

- i) Saisir les occasions qu'offre le temps présent, préserver et développer les acquis du passé dans le domaine du désarmement, et fixer les orientations d'avenir de manière à renforcer la paix et la sécurité internationales;
- ii) Faire le bilan de la réalisation du programme d'action du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement, examiner et évaluer la situation internationale compte tenu des mutations survenues après la guerre froide, définir les missions nouvelles et les moyens de s'en acquitter;
- iii) Fixer des principes, des directives et des priorités pour les initiatives de désarmement à l'avenir;

-
- iv) Formuler en matière de désarmement un programme d'action agréé tourné vers l'avenir, qui aurait pour but premier de conforter l'Organisation des Nations Unies dans son rôle central et de promouvoir le multilatéralisme dans le domaine du désarmement.
- b) L'ordre du jour de la quatrième session extraordinaire consacrée au désarmement devait comprendre notamment les questions suivantes :

Mise en oeuvre du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, première session extraordinaire consacrée au désarmement;

La situation internationale depuis la première session extraordinaire, la période d'après la guerre froide et les tendances mondiales, régionales et sous-régionales;

Désarmement nucléaire;

La non-prolifération sous tous ses aspects;

Autres armes de destruction massive;

Problèmes relatifs aux armes classiques;

Désarmement régional;

Mesures de confiance et de sécurité et transparence;

Questions touchant l'universalité des accords en vigueur;

Problèmes de vérification et de respect des dispositions adoptées;

Relation entre le désarmement et le développement;

Prévention d'une course aux armements dans l'espace;

Désarmement général et complet;

Les concepts et la terminologie du désarmement;

Mécanisme pour le désarmement;

Programme d'action agréé.

Annexe IV

Directives sur la maîtrise et la limitation des armes classiques et le désarmement, l'accent étant mis sur la consolidation de la paix conformément à la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale

Document présenté par le Président

24 avril 1998

**Portée et cadre suggérés pour les directives futures
telles que proposées dans le titre du Groupe de travail**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	21
II. Cadre général	21
III. Principes	22
IV. Mesures concrètes de désarmement	23
V. Autres mesures de maîtrise et de limitation des armes classiques et de désarmement visant la consolidation de la paix	27

I. Introduction

1. Le mandat du Groupe de travail découle en partie de la résolution 51/45 N de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 1996, qui met tout particulièrement l'accent sur la consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement. Le Groupe de travail a également été chargé d'examiner parallèlement des mesures plus larges de maîtrise et de limitation des armes classiques et de désarmement. À ce sujet, le Groupe de travail a tenu compte du rapport du Secrétaire général sur la consolidation de la paix par des mesures concrètes de désarmement (A/52/289), présentées en application de la résolution 51/45 N, ainsi que de la résolution 52/38 G de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1997.

2. Les conflits actuels montrent qu'il faut, d'une part, une conception globale et cohérente de certaines mesures concrètes de désarmement, notamment en ce qui concerne les armes légères et de petit calibre et, d'autre part, de nouvelles initiatives dans le domaine de la maîtrise et de la limitation des armes classiques et du désarmement. En particulier, le commerce illicite des armes continue d'exercer des effets démesurément importants sur la sécurité intérieure et le développement socioéconomique des États touchés.

II. Cadre général

3. Les directives ne constituent ni des obligations ni des prescriptions et devraient être adoptées par consensus.

4. Les directives devraient mettre l'accent sur la consolidation de la paix après les conflits. Elles pourraient être également utiles, s'il y a lieu et lorsque les conditions s'y prêtent, pour promouvoir la paix et la stabilité d'une manière générale.

5. Les directives peuvent aider :

- a) L'Organisation des Nations Unies;
- b) Les organisations internationales compétentes;
- c) Les organisations régionales dans les limites de leur mandat et de leurs compétences;
- d) Les gouvernements;
- e) Les parties à un conflit dans le contexte d'accords de paix;

lorsque ces entités conviennent que ces directives peuvent être appropriées et applicables, par exemple quand une aide est demandée à l'Organisation des Nations Unies ou à une autre organisation régionale ou internationale compétente.

6. Les directives pourraient notamment tirer parti de l'expérience acquise et des enseignements tirés en matière de consolidation de la paix par l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations régionales et internationales compétentes.

7. Les directives devraient :

a) Inclure des mesures concrètes de désarmement susceptibles de s'appliquer à un conflit sur le point d'être réglé ou ayant récemment pris fin et, partant, d'empêcher qu'un tel conflit ne se reproduise. Ces mesures pourraient porter sur la collecte et la destruction des armes, le déminage et la démobilisation;

b) Comporter d'autres mesures de maîtrise et de limitation des armes classiques et de désarmement, telles que des mesures de confiance et de maîtrise des armements, y compris la transparence dans le domaine des armements, la lutte contre le commerce illicite des armes (en particulier des armes légères et de petit calibre).

8. Les activités du Groupe de travail ne devraient pas faire double emploi avec celles qui sont menées dans d'autres secteurs de l'ONU ou d'autres instances internationales. Les directives pourraient tirer profit et, le cas échéant, tenir compte des résultats du Groupe de travail officieux à composition non limitée chargé d'examiner l'Agenda pour la paix, du rapport du Groupe d'experts gouvernementaux des Nations Unies sur les armes de petit calibre, du rapport de l'Étude internationale de l'ONU sur la réglementation des armes à feu et du rapport du Comité d'experts sur l'examen et la tenue du Registre des armes classiques de l'ONU.

9. Il conviendrait d'insister sur l'importance que revêt une approche judicieusement coordonnée entre les mesures concrètes de désarmement et les aspects plus vastes du relèvement après les conflits dans les domaines économique, politique, social et humanitaire, qui ne relèvent pas de la compétence de la Commission du désarmement.

III. Principes

10. Les principes devraient être élaborés en fonction de l'examen des mesures concrètes de désarmement et des mesures entrant dans le contexte plus large de la maîtrise et de la limitation des armes classiques. Certains des principes déjà adoptés par consensus à la Commission du désarmement présentent de l'intérêt à cet égard et pourraient être utilement mis à profit, à savoir :

a) Les directives de 1996 relatives aux transferts internationaux d'armes dans le contexte de la résolution 46/36 H de l'Assemblée générale en date du 6 décembre 1991 (A/51/42, annexe I);

b) Les directives et recommandations de 1993 concernant les approches régionales du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale (A/48/42, annexe II);

c) Les directives de 1982 concernant l'étude du désarmement classique (A/51/182, chap. II.D).

11. Les listes d'autres mesures possibles, qui figurent aux sections IV et V ci-après, ne sont données qu'à titre indicatif et ne visent pas l'exhaustivité. D'autres mesures pourront être envisagées lors de sessions ultérieures du Groupe de travail. Les mesures proposées ci-dessous sont à étudier plus avant et ne préjugent pas des positions des États Membres.

IV. Mesures concrètes de désarmement *

Cadre pour la mise en oeuvre effective de mesures concrètes de désarmement

12. Le meilleur cadre pour une démarche globale et intégrée en matière de mesures concrètes de désarmement après un conflit, dans la perspective d'une consolidation durable de la paix, est un accord de paix qui s'attaque aux causes profondes du conflit.

13. La démocratisation et une conduite avisée des affaires publiques, le relèvement du système économique et social, la protection des droits de l'homme et la primauté du droit ainsi qu'une large participation politique sont des éléments essentiels pour une consolidation véritable de la paix.

14. Des mesures concrètes de désarmement devraient, dans la mesure du possible, être énoncées dans les accords de paix entre les parties en cause. La mise en oeuvre effective de mesures concrètes de désarmement serait facilitée par une claire définition des responsabilités de chacune des parties en cause (les parties au conflit et, le cas échéant, des organisations gouvernementales, régionales, ou internationales, des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales). Les mesures en question devraient être appliquées de manière interactive et interdépendante et elles devraient être élaborées à l'avance et de manière systématique.

15. La mise en oeuvre de mesures concrètes de désarmement devrait être soumise à l'examen des États Membres de l'ONU.

A. Mesures concrètes de désarmement

1. Rassemblement, maîtrise, élimination et destruction des armes, en particulier des armes individuelles et des armes légères

16. Le processus de rassemblement, maîtrise, élimination et destruction des armes ne pourra être efficace que si les armes détenues par les parties à l'accord font l'objet d'un inventaire de référence précis, établi dans les meilleurs délais, et d'évaluations périodiques, conformément à l'accord de paix.

17. Une fois les armes rassemblées, maîtrisées et entreposées en sécurité, il est nécessaire de déterminer lesquelles sont excédentaires, c'est-à-dire dépassent les besoins de l'État en matière de défense tels qu'ils sont définis dans l'accord de paix :

a) Il faudrait rassembler et entreposer en sécurité les armes des forces armées démobilisées ou des civils qui sont jugées excédentaires aux termes de l'accord de paix, en ayant éventuellement recours à des programmes d'incitation, par exemple des programmes de «cession», de «rachat» ou d'«échange», ou aux mesures d'exécution convenues par les parties;

b) Une étape indispensable de la concrétisation de l'accord de paix est la destruction rapide, fiable et transparente des armes, conformément aux dispositions de cet accord. Une démonstration publique de la destruction de ces armes pourrait être une illustration spectaculaire de la mise en oeuvre de la paix et consolider la paix;

* Il n'a pas été possible de tenir un débat approfondi sur la totalité de cette partie du document du Président.

c) Dans certains cas, lorsqu'il apparaît, en vertu de l'accord de paix, qu'il y a des armes dépassant les besoins légitimes des parties en matière de sécurité et de défense, il devrait être possible de les éliminer par voie de transfert à un autre État pour ses besoins légitimes de défense, dans le cadre de mesures strictes et transparentes de maîtrise des armements. Lorsque cette solution n'est pas possible, il faudrait détruire les armes en question.

18. Dans le cadre d'un programme efficace de maîtrise des armements après le conflit, il faudrait respecter les embargos sur les livraisons d'armes proclamés par l'ONU et les moratoires sur les importations et les exportations convenus au niveau régional en ayant notamment recours à :

a) La coopération entre les organisations de sécurité, de police et de douanes de pays voisins, notamment l'assistance des centres nationaux de liaison de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL);

b) Des opérations communes de contrôle des frontières;

c) L'appui international coordonné aux mesures convenues;

d) Des accords régionaux ou internationaux de lutte contre le trafic d'armes.

2. Déminage

19. Dans le cadre du cessez-le-feu, toutes les parties devraient convenir de cesser de poser des mines.

20. Après le conflit, si des mines antipersonnel ont été posées, il est urgent d'adopter des programmes nationaux de destruction des mines ou de supervision de leur destruction acceptés par les parties.

21. Il faudrait décourager le ramassage de mines et autres engins explosifs, qui devraient être détruits sur place.

22. Les parties au conflit devraient fournir des renseignements sur les mines posées pendant le conflit. Il faudrait, par exemple, délimiter des zones minées et prévenir la population civile par des panonceaux pour éviter qu'il y ait de nouvelles victimes.

23. Il faudrait élaborer, à l'intention tant des soldats démobilisés que des civils, un plan de sensibilisation au danger des mines et des procédures de signalement des munitions et engins non explosés.

24. L'ONU devrait assurer son rôle de coordination dans les domaines de la sensibilisation au danger des mines, de la formation, des levés, de la détection des mines et du déminage, de la recherche scientifique sur la détection de mines et les techniques de déminage et de la vulgarisation et distribution de matériel et équipements médicaux.

3. Démobilisation

25. Une condition préalable à tout programme de démobilisation efficace est une évaluation rapide et précise des forces armées devant être séparées, regroupées et démobilisées.

26. La période entre la signature d'un accord et la mise en place des cantonnements pourrait être mise à profit par des parties neutres pour la surveillance du cessez-le-feu.

27. Des accords de démobilisation pourraient être mis en oeuvre par le biais de centres ou cantonnements de démobilisation, établis pour une période limitée et :

a) Disposant des moyens ou programmes nécessaires de soutien médical, logistique (alimentation, logement, etc.) et administratif;

b) Nettement séparés des centres humanitaires, établis par exemple pour les réfugiés rapatriés.

28. L'inscription et le désarmement des combattants devraient se faire simultanément, dans toute la mesure possible.

4. Réinsertion des anciens combattants

29. Bien avant le processus de démobilisation, il faudrait élaborer des plans d'insertion des anciens combattants, au moins à court et à moyen terme. Avant de les désarmer et de les démobiliser, il est nécessaire de s'assurer qu'un programme de réinsertion a été mis en place et pourra être exécuté simultanément.

30. Il faudrait envisager de déployer, former et mettre en service des forces de sécurité intégrées sur une base volontaire.

31. Des programmes de formation, d'éducation et d'orientation en vue de la réinsertion d'anciens combattants à la société civile sont nécessaires.

32. Il faudrait considérer la réinstallation des réfugiés rapatriés comme faisant partie intégrante du processus de réinsertion.

33. Il faudrait encourager la création d'emplois durables par le biais d'une démarche intégrée, faisant appel à des activités interconnectées dans les programmes de reconstruction et de relèvement à forte intensité de main-d'oeuvre au niveau des communautés, à la formation de personnel qualifié et de cadres et à la création de petites entreprises.

34. Les dépenses afférentes à la réinsertion des combattants devraient apparaître dans le programme économique d'un pays, et des ressources nationales devraient être allouées à ces activités.

35. Il faudrait identifier les besoins de différents groupes cibles parmi les combattants réintégrés et définir des options permettant d'adapter l'intégration à la situation locale.

5. Conversion après le conflit

36. Il peut être utile de créer, de former et de mettre en service des forces de sécurité comprenant des anciens combattants sur une base volontaire pour créer la confiance dans une force de sécurité impartiale et non discriminatoire, pour la protection de toutes les parties.

37. Chaque fois que nécessaire, il faudrait prévoir de convertir des installations militaires pour un usage civil.

38. Les capacités et infrastructures administratives endommagées pendant le conflit devraient être reconstruites dans un processus de transformation d'une société de guerre en société de paix.

6. Aide financière et technique régionale et internationale

39. L'aide financière et technique régionale et internationale à la remise en état des infrastructures et au relèvement de la société civile et de l'économie doit permettre l'application de mesures pratiques de désarmement et devrait prendre en compte les considérations suivantes :

- a) Il est recommandé que les institutions financières internationales interviennent tôt;
- b) L'aide devrait aller à des mesures nationales et locales concernant le rassemblement, le contrôle, l'enlèvement et la destruction d'armes, la démobilisation et la réinsertion des combattants ainsi qu'à des mesures de reconversion après les conflits;
- c) L'aide aux mesures de démobilisation peut en assurer le succès à court comme à long terme;
- d) L'aide devrait aller à des programmes de sensibilisation aux mines, de déminage et d'aide aux victimes. L'aide devrait s'étendre à l'accès aux nouvelles techniques de détection et d'enlèvement des mines;
- e) L'aide revêt une importance particulière pour les mesures de réinsertion concernant l'éducation et la formation ainsi que pour la création d'emplois ou d'autres possibilités d'emploi pour les combattants démobilisés;
- f) L'Organisation des Nations Unies devrait aider les États à mobiliser un appui financier et technique régional et international à l'exécution de mesures pratiques de désarmement.

B. Autres éléments propres à faciliter l'application de mesures pratiques de désarmement et la consolidation de la paix

Renforcement de la confiance après les conflits

40. Les garanties propres à assurer la mise en oeuvre efficace des dispositions de l'accord de paix dans le cadre de la consolidation de la paix après les conflits, notamment l'élimination et la destruction sans risque des armes, devraient comporter les éléments suivants :

- a) Combinaison et intégration du suivi, de l'observation et du contrôle;
- b) Transparence et vérification par un facilitateur, selon que de besoin, comme convenu entre les parties à l'accord de paix ou par des contrôleurs internationaux, avec l'agrément des parties;
- c) Une commission mixte convenue entre les parties, chargée de servir d'intermédiaire afin de régler les différends au sujet de l'interprétation des dispositions de l'accord de paix.

41. Des dispositions d'incitation, notamment d'ordre social, peuvent renforcer l'application des mesures convenues :

- a) Programmes d'assistance humanitaire, médicale et logistique aux ex-combattants (y compris leur famille) afin d'encourager et soutenir la remise des armes;
- b) Garanties relatives à leur protection physique;
- c) Amnistie;

d) Réinsertion dans la vie civile et professionnelle et notamment formation professionnelle.

42. Le rétablissement de la sécurité publique est une mesure essentielle :

a) Une mesure capitale dans ce domaine est la création et la formation d'éléments militaires réduits et intégrés et de forces de sécurité et de police intégrées;

b) Les forces nationales de sécurité devraient disposer d'un matériel technique approprié et avoir reçu une solide formation, conformément à la législation nationale et aux normes du droit international.

43. Afin de sensibiliser le public au processus de paix, d'aider à la réconciliation et d'instaurer la confiance dans l'application équitable de l'accord de paix, il est recommandé :

a) De lancer une campagne d'information efficace et indépendante;

b) D'encourager et d'intensifier le dialogue national au moyen de programmes de réconciliation dans le cadre de la consolidation de la paix après les conflits;

c) D'appliquer des mesures propres à renforcer la coordination entre les gouvernements de la région, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales afin d'assurer le passage sans heurt de l'aide humanitaire d'urgence, de l'aide après les conflits, au développement à long terme.

V. Autres mesures de maîtrise et de limitation des armes classiques et de désarmement visant la consolidation de la paix

*

A. Mesures nationales

44. Les États devraient observer des normes rigoureuses de responsabilité dans le transfert des armes, notamment des armes de petit calibre et des armes légères, ainsi que des munitions. Ils devraient s'abstenir de se livrer à un transfert d'armes autre que pour les besoins légitimes de défense et de sécurité du bénéficiaire. Ils devraient faire preuve d'une retenue particulière dans le transfert d'armes à des pays ou régions se trouvant dans une situation de consolidation de la paix après un conflit.

45. Les États devraient limiter l'achat d'armes aux besoins légitimes de l'autodéfense et de la sécurité intérieure.

46. Les États devraient se doter d'une législation appropriée et d'une réglementation administrative efficace en matière d'exportations, de transit, de réexportation et de détournement d'armes dans les pays bénéficiaires.

47. Les États devraient s'attacher à introduire, dans leur droit interne, des lois, des règlements administratifs et des règles de délivrance d'autorisations définissant les conditions dans lesquelles les armes à feu peuvent être acquises, utilisées ou échangées par des particuliers. Ils devraient notamment envisager d'interdire le libre commerce et la libre possession d'armes de petit calibre et d'armes légères conçues pour être utilisées durant une guerre, par exemple les armes automatiques (fusils d'assaut, armes automatiques diverses, etc.).

* Cette partie du document du Président n'a pu faire l'objet d'une discussion.

48. Les États devraient s'assurer que la production, le commerce et la possession d'armes (par les autorités ou par des particuliers) sont strictement et effectivement contrôlés par un régime approprié d'autorisations, de supervision et d'inspection.

49. Les États devraient s'assurer que les fabricants d'armes font inscrire sur les armes elles-mêmes des marques techniques appropriées, en particulier sur les armes de petit calibre et les armes légères, au cours même de leur fabrication. Ces marques devraient indiquer le pays d'origine et le nom du fabricant, afin d'aider les autorités de police à lutter contre le trafic d'armes.

50. Les États devraient s'engager à veiller à ce que leurs arsenaux soient protégés contre toutes pertes résultant de la corruption, du vol, de prélèvements divers, par des mesures appropriées administratives, techniques ou relatives au personnel.

51. Les États devraient s'assurer de l'efficacité et du comportement professionnel des forces et services de sécurité (douanes, contrôle des frontières, police, poursuites pénales) qui sont concernés par l'application des mesures de maîtrise des armes, en se préoccupant comme il convient de la sélection du personnel, de la formation et du matériel technique.

B. Coopération régionale et internationale et transparence

52. Les États devraient explorer les possibilités de coordonner leurs réglementations nationales portant sur l'exportation et l'importation d'armes, notamment par des procédures douanières.

53. Les États devraient envisager l'application après les conflits de moratoires sur les importations, les exportations et la fabrication d'armes de petit calibre et d'armes légères.

54. Les États et les autorités nationales concernées par les mesures de maîtrise des armes devraient renforcer leur action collective pour prévenir et combattre le trafic d'armes, en particulier d'armes de petit calibre, par :

a) L'échange d'informations sur les activités illégales (sources, itinéraires, caches d'armes, etc.);

b) Au besoin, des opérations combinées faisant intervenir des policiers, des gardes frontière, des agents du renseignement et des douaniers;

c) Une aide technique et une aide à la formation;

d) La désignation de points de contact nationaux;

e) Une meilleure coopération judiciaire, en particulier pour lutter contre les violations de la législation nationale sur les armes à feu.

55. Tous les États devraient participer au Registre des armes classiques de l'ONU afin d'en assurer le bon fonctionnement.

56. Les États devraient envisager d'adopter des dispositions régionales relatives à la transparence, y compris éventuellement des registres régionaux d'armes, des mesures de renforcement de la confiance et de maîtrise des armes visant à limiter et réduire la production, le transfert et la possession d'armes, en tenant compte de la situation particulière de la région et des besoins légitimes d'autodéfense et de sécurité intérieure.

57. Les États devraient échanger des informations sur leurs politiques, leur législation et leurs contrôles administratifs de la production, de l'achat, de la possession et du commerce des armes, en particulier des armes de petit calibre et des armes légères.

58. Les États devraient envisager l'instauration de codes de conduite volontaires, mondiaux et non discriminatoires régissant les transferts d'armes classiques, afin de favoriser la retenue et la responsabilité dans les transferts d'armes classiques.

C. Rôle de l'Organisation des Nations Unies

59. L'Organisation des Nations Unies pourrait coordonner et faciliter l'échange d'informations entre États.

60. À la demande des États concernés, l'Organisation des Nations Unies pourrait assurer la coordination et fournir une aide concernant l'élaboration de programmes visant à promouvoir et appliquer des mesures nationales et régionales de maîtrise des armes, dans le contexte de la consolidation de la paix.